

Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 138 – 1^{er} trimestre 2009

**Synthèse de la conjoncture
à Saint-Pierre-et-Miquelon**

La conjoncture internationale et nationale

Poursuite du recul de l'activité et faiblesse de l'inflation

La dégradation de la conjoncture mondiale s'est poursuivie au premier trimestre 2009 et la plupart des économies des pays développés sont maintenant en récession (deux trimestres consécutifs de recul de l'activité). Le recul corrélatif du commerce mondial a pesé sur l'activité des pays émergents, qui a continué à ralentir.

La consommation est restée mal orientée malgré le recul important de l'inflation. Les effets négatifs de la crise, tels que la montée des taux de chômage et les effets de richesse négatifs (liés à l'immobilier et aux marchés boursiers), ont incité les ménages à poursuivre leurs ajustements en privilégiant le désendettement et la constitution d'une épargne de précaution. Les investissements sont très touchés par l'absence de perspectives de reprise à court terme.

L'évolution du niveau des prix a atteint des valeurs historiquement basses : le glissement annuel très faible de l'inflation est le résultat d'une forte baisse des prix des matières premières, principalement du pétrole, d'une sous-utilisation des capacités de production et d'une demande particulièrement faible. On note cependant une certaine reprise des cours mondiaux des matières premières sur la fin du trimestre.

*

Aux **Etats-Unis**, l'activité se replie pour le troisième trimestre consécutif. Selon les estimations provisoires, le PIB du premier trimestre a diminué de 6,1 % en rythme annualisé¹, après - 6,3 % au 4^{ème} trimestre 2008. Cette baisse, plus importante qu'anticipée, provient de la très forte contraction des stocks et de la chute de la FBCF. En revanche, la consommation privée a été plus robuste que prévu (+ 2,2 % en rythme annuel) et, si les exportations nettes de biens et services se sont contractées pour le second trimestre consécutif (notamment sous l'effet d'une légère appréciation du dollar), la contribution du commerce extérieur à la croissance a été positive. Le trimestre a été marqué par une diminution de la dépense publique (- 3,9 %), pour la première fois depuis la crise financière. Le marché du travail a continué de se détériorer et le taux de chômage s'est rapproché des niveaux constatés dans la zone euro (8,9 % en avril). Pour la première fois depuis 1955, l'IPC est en recul sur un an (- 0,4 % en mars 2009, - 0,7 % en avril), mais cette baisse résulte essentiellement du fléchissement des prix des matières premières (hors alimentation et énergie, le glissement annuel reste aux alentours de 2 %). Le 29 avril 2009, la Réserve Fédérale a laissé inchangé son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

Le **Japon** a enregistré une nouvelle baisse de son PIB, de 4 % soit la plus forte contraction de son histoire (après - 3,8 % au dernier trimestre de 2008). L'archipel a été pénalisé par la chute de la demande mondiale qui a entraîné un recul de 26 % de ses exportations, secteur clé de son économie. L'ensemble des composantes de la demande interne a été mal orienté, notamment la FBCF (- 7,7 % après - 3,9 %). L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de - 0,3 % en mars après 0 % en décembre). La Banque du Japon a laissé inchangé son principal taux directeur, autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni** a enregistré un troisième recul consécutif de son PIB. Ce repli, plus marqué que les précédents (- 1,9 % en glissement trimestriel, après - 1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008) et plus important que prévu, est dû à une contraction sans précédent de l'activité manufacturière. L'inflation s'est ralentie en mars (2,9 % après 5,2 % en septembre) et la tendance baissière des prix des logements s'est poursuivie. La dépréciation sensible de la livre sterling pourrait jouer en faveur des exportations. Le 5 mars, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux directeur à 0,5 % et a annoncé un programme d'achat d'actifs en livre sterling.

La **zone euro** est toujours en récession : elle enregistre un nouveau trimestre de contraction du PIB (- 2,5 %, après - 1,6 % au 4^{ème} trimestre 2008). La production industrielle a chuté de manière brutale (- 20,2 % en mars 2009 sur un an), particulièrement pour les segments des biens intermédiaires, des biens d'investissement et des biens de consommation durables. Si les pays de la zone ne subissent pas le même degré de contraction de leur activité, ils sont cependant tous en récession, à l'exception de Chypre et de la Grèce. Le taux d'inflation est de 0,6 % sur un an (contre 3,3 % un an auparavant), mais ce repli global recouvre des situations très contrastées (de - 0,7 % pour l'Irlande à 4 % pour Malte) ; cette évolution est essentiellement due aux prix de l'énergie puisque le taux d'inflation sous-jacente progresse de 1,6 %. Le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8,9 % en mars après 8,7 % en février et 7,2 % en mars 2008). Depuis le début de l'année 2009, la BCE a procédé à quatre baisses successives de ses taux directeurs, établissant son taux principal de refinancement à 1 % en mai.

¹ Soit en rythme trimestriel, - 1,6 % au dernier trimestre 2008 et premier trimestre 2009.

La **France** est entrée en récession, avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son PIB (- 1,2 % après - 1,5 %). Elle est le pays de la zone euro dont le recul de l'activité a été le plus faible. Si les dépenses de consommation des ménages maintiennent leur progression (+ 0,2 %), l'investissement total a connu un nouveau recul (- 2,3 % après - 2,4 %) et les variations de stocks ont encore pesé fortement (contribuant pour - 0,8 point à la baisse du PIB). La chute du volume des échanges extérieurs se poursuit, mais le commerce extérieur a eu une contribution nulle sur la croissance du trimestre. Le marché du travail a continué de se dégrader dans l'ensemble des secteurs marchands, à l'exception de la construction, avec la destruction de 138 100 emplois au cours du premier trimestre, touchant particulièrement les emplois intérimaires. L'inflation progresse légèrement en avril (+ 0,2 %), mais elle enregistre un glissement annuel historiquement bas à 0,1 % (il faut remonter à 1957 pour avoir une inflation annuelle aussi basse) notamment du fait d'une baisse des prix des produits manufacturés (liés à la baisse des prix des automobiles neuves) et des prix de l'énergie².

Enfin, le ralentissement de la croissance observé dans les **économies émergentes** s'est légèrement atténué au cours du premier trimestre, notamment en liaison avec une diminution de la contraction des échanges. En Chine, si l'évolution annuelle du PIB a été modérée (6,1 % après 6,8 % en rythme annuel³), les mesures de relance et la politique monétaire mises en œuvre par les autorités semblent avoir joué favorablement sur les facteurs nécessaires à une reprise de la croissance : la FBCF a augmenté sur le premier trimestre de 30 % dans les zones urbaines, la consommation intérieure a relativement bien résisté⁴ et les crédits consentis à l'économie ont progressé de 30 % sur un an. En Amérique latine, l'activité a été faible, avec notamment une production industrielle qui a continué de diminuer (de - 1,5 % en Argentine à - 13,3 % au Brésil). En outre, les taux d'inflation ont été négatifs en Chine (- 1,2 % en mars en glissement annuel), tandis qu'ils demeuraient à des niveaux élevés en Amérique latine en dépit de la chute de l'activité dans cette zone (autour de 5 - 7 % de baisse).

Le PIB réel de **l'économie canadienne** a reculé de 1,4 % sur le 1^{er} trimestre, soit la diminution trimestrielle la plus importante depuis 1991 (- 2,1 % en glissement annuel). Ce repli de l'activité s'est traduit par une montée du taux de chômage (8 % CVS à fin mars). L'emploi a reculé de 2,1 % entre octobre et mars, soit 357 000 destructions nettes d'emplois. Les principaux postes économiques sont affectés par cette contraction : l'investissement des entreprises en machines et en matériel s'est effondré de 11 % sur le 1^{er} trimestre quand la demande intérieure finale régressait de 1,5 %. Pour leur part, les exportations de marchandises - 32,5 milliards de dollars canadiens à fin mars - enregistrent une baisse de 7,9 % sur le 1^{er} trimestre ; ce recul concerne principalement les Etats-Unis (- 10,1 % sur un trimestre et - 24,4 % sur un an). Les importations de marchandises ont également fléchi (- 12,3 % sur le trimestre), à un rythme plus rapide que les exportations, ce qui entraîne une progression de l'excédent commercial de 838 millions de dollars canadiens en mars. Par ailleurs, l'indice global des prix à la consommation (IPC) s'est accru de 1,2 % en glissement annuel. Le renchérissement des produits alimentaires (+ 7,9 %) et du logement (+ 2,1 %) a été atténué par une diminution de 6,2 % des coûts du transport liée à l'effondrement des prix de l'essence (- 21,0 % sur un an).

Après plusieurs années consécutives de croissance, la province de Terre-Neuve-et-Labrador a vu son produit intérieur brut stagner en 2008 (- 0,1 % sur l'année) en raison de la forte baisse de l'extraction de pétrole, laquelle s'est traduite par une diminution des exportations. La rémunération hebdomadaire moyenne, évaluée à 807,6 millions de dollars canadiens en mars 2009, a progressé de 6,4 % sur un an. A fin mars, le commerce de détail s'élevait à 586 millions de dollars canadiens (+ 3 % sur le trimestre, + 2 % sur un an). Le taux de chômage de la province atteignait 14,7 % à fin mars et restait nettement supérieur au taux national de 8 %, s'inscrivant en hausse de 1 point sur le trimestre et de 1,5 point sur un an. Enfin, l'IPC de la province s'établissait en progression de 0,5 % sur un an.

² L'indicateur d'inflation sous-jacente est de 1,6 %.

³ Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 1,5 % après 1,7 %.

⁴ L'indice mensuel de confiance des consommateurs a légèrement diminué entre décembre et mars (passant de 88 à 86), mais les ventes au détail de biens de consommation ont progressé de 15 % au premier trimestre, en rythme annuel (source : National Bureau of Statistics of China).

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

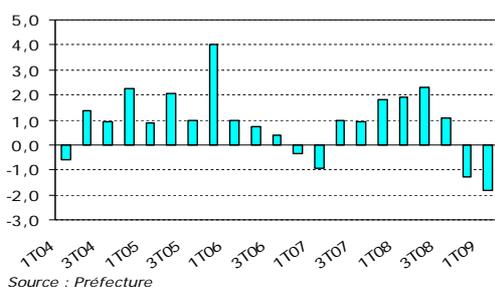
La conjoncture économique de l'archipel a été morose au premier trimestre 2009. Outre le ralentissement saisonnier de certains pans de l'économie (en particulier, la construction et les activités portuaires et aéroportuaires), les indicateurs macroéconomiques relatifs aux ménages sont peu favorables.

La tendance au ralentissement de l'inflation amorcée au quatrième trimestre 2008 – liée à la baisse des prix de l'énergie – s'est poursuivie. Le renchérissement des denrées alimentaires a toutefois pesé sur la consommation des ménages. Ainsi, alors que les indicateurs de vulnérabilité des ménages demeurent favorables, les indicateurs de consommation et d'investissement sont en recul. Le fléchissement des importations de produits alimentaires et des produits pétroliers améliore la balance commerciale qui demeure néanmoins largement déficitaire.

Le repli saisonnier, aggravé par la fin de saison de pêche industrielle, s'est répercuté sur le marché de l'emploi. Le trafic aéroportuaire et maritime de passagers a subi de plein fouet les effets de la pause hivernale.

Net ralentissement de l'inflation

Variation trimestrielle de l'indice des prix à la consommation (en %)



Le premier trimestre s'inscrit dans une tendance désinflationniste : **l'indice des prix à la consommation** des ménages est en repli de 1,8 % (- 2 % hors tabac) par rapport au 4^{ème} trimestre 2008. Au 31 mars 2009, l'inflation ne progresse que de 0,2 % en glissement annuel (+ 5,8 % en mars 2008).

Cette évolution est principalement liée à la baisse des prix des produits manufacturés (- 4,4 % sur un trimestre), notamment du fioul de chauffage (- 22,2 %) et des carburants (- 13,0 %). En revanche, les prix alimentaires sont en progression de 1,1 % (+ 1 % au premier trimestre 2008). Enfin, le secteur des Services

enregistre une hausse de 0,3 % liée à l'évolution des prix des « Assurances » (+ 1,1 %) et des « restaurants et cafés » (+ 0,9 %).

Amélioration de la balance commerciale

Les **importations** (mouvements d'entrepôts inclus) s'élèvent à 14,762 millions d'euros en valeur, en repli en valeur de 25,3 % par rapport au précédent trimestre et de 20,3 % sur un an. Cette évolution s'explique notamment par la forte réduction, tant en volume qu'en valeur, des importations de produits pétroliers : sur un trimestre, les quantités exprimées en tonnes se contractent de 36,2 % et leur évolution en valeur est négative de 51,2 % (respectivement - 38,7 % et - 64,2 % en glissement annuel). Les importations de produits alimentaires enregistrent une baisse limitée en valeur (- 5,4 % sur un an) ; les importations de produits manufacturés affichent un repli de 20,5 % en valeur sur le trimestre et 2,9 % sur un an.

A 2,822 millions d'euros, les **exportations** (mouvements d'entrepôts inclus) progressent par rapport au quatrième trimestre 2008 mais reculent de 3,9 % en glissement annuel. En volume, quelque 824 tonnes ont été exportées, soit un accroissement de 253,6 % sur le trimestre et de 21,2 % sur un an.

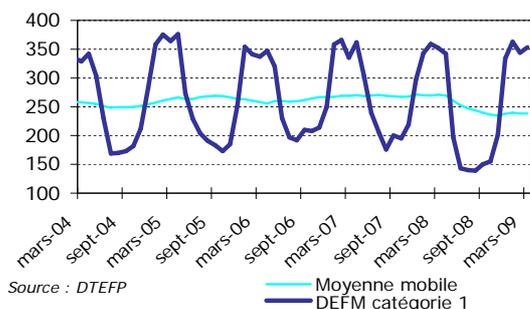
La **balance commerciale** s'améliore : elle affiche un déficit de 11,94 millions d'euros, en repli de 6,871 millions d'euro sur le trimestre et de 3,658 millions d'euros sur un an.

Ainsi, le **taux de couverture** du premier trimestre (rapport entre les exportations cumulées et les importations cumulées en valeur) s'améliore : il s'établit à 19,1 % contre 6,4 % au trimestre précédent.

Remontée conjoncturelle du chômage

Le **marché du travail** se tend de manière saisonnière : fin mars 2009, on comptait 437 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues et 353 en catégorie 1 (recherche d'un CDI à temps plein), soit des hausses respectives de 6,1 % et de 5,7 % par rapport à fin décembre 2008. Le chômage est

Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois catégorie 1



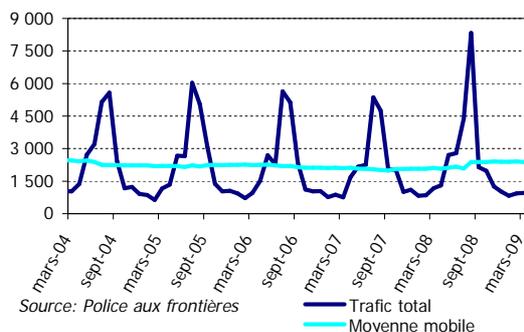
relativement plus important pendant le premier trimestre en raison de la pause hivernale qui caractérise l'activité de certains secteurs (BTP, transports...). En fait, sur un an, le marché de l'emploi est relativement stable avec seulement 9 demandeurs d'emplois supplémentaires. Enfin, à fin mars, le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés s'élevait à 349 (contre 186 à fin décembre et 122 à fin septembre). Sur les 138 demandes d'emploi (toutes catégories confondues) enregistrées au premier trimestre,

7 offres de catégorie 1 (contrat supérieur à 6 mois) ont été pourvues par le Pôle Emploi.

En mars, 24 personnes ont bénéficié du **RMI** (contre 28 en décembre et 30 en septembre). Au total, 46 personnes (ayants droit et bénéficiaires directs) étaient ainsi prises en charge. Le montant total des prestations versées sur le trimestre s'élevait à 35 010 euros, en recul de 11,4 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2008 et de 13,7 % sur un an. Enfin, le montant moyen de l'allocation par bénéficiaire s'élevait à 488,9 euros.

Ralentissement du trafic aéroportuaire et maritime

Nombre total de passagers entrés dans l'archipel



L'activité touristique, réduite pendant la période hivernale, s'est traduite par un repli de 36,1 % du nombre de passagers entrés dans l'archipel au cours du premier trimestre (soit 2 714 personnes, trafic aérien et trafic maritime confondus). Sur un an, la fréquentation de l'archipel enregistre également une évolution négative (- 4,6 %). Les passagers étrangers représentent 8,7 % du trafic total du premier trimestre.

La plupart des passagers sont entrés sur le territoire par voie aérienne ; seuls 4,2 % d'entre eux ont emprunté la voie maritime. Avec 113 passagers, le **trafic maritime** s'effondre de 91,9 % sur le trimestre et de 67,4 % sur un an. Avec 2 601 passagers, le **trafic aérien**, en retrait de 9,1% sur le trimestre, affiche une progression de 4,1 % sur un an.

Au premier trimestre 2009, la **fréquentation de l'aéroport Saint-Pierre-Pointe Blanche** est en recul de 9,7 % (+ 6,1 % sur un an). Quelque 6 598 mouvements de passagers (cumul des entrées et des sorties du territoire + trafic inter-îles) ont été enregistrés.

Les **mouvements d'avions** - commerciaux (transports de passagers) et non commerciaux (avions privés) - sont en repli de 24,2 % sur le trimestre et de 12,9 % sur un an.

A fin mars, **66 mouvements de navires** - navires de commerce (47 %), navires de pêche (38 %) et bateaux de plaisance (15 %) - sont enregistrés au port de Saint-Pierre, en recul de 55,7 % sur un trimestre et de 20,5 % sur un an. Le **nombre d'heures de travail des dockers** s'élevait à 2 483,5 heures), en repli de 5,8 % sur le trimestre et de 3,4 % sur un an. Enfin, le **fret maritime** - qui intègre le total des importations (sauf produits pétroliers), des exportations et des mouvements d'entrepôts - s'établit à 6 366 tonnes, en baisse de 8,4 % sur le trimestre mais en progression de 3,7 % sur un an.

Bilan contrasté dans le secteur de la pêche

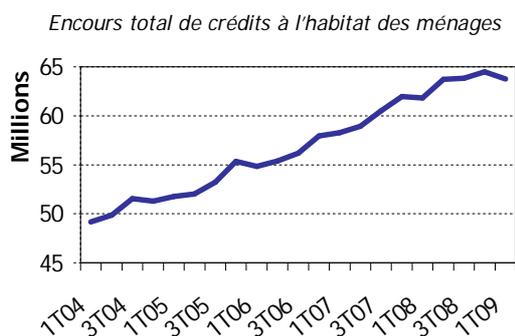
Le **tonnage global capturé** lors de la campagne de pêche 2008-2009 s'élève à 5 481 tonnes dont 3 548 tonnes dans la zone du 3PS. Ce bilan est stable par rapport à la saison précédente (5 459 tonnes), tandis que celui de la province de Terre-Neuve enregistre une diminution de 5 %. L'embellie de la pêche artisanale (+ 14,5 %) a permis de compenser le repli de 16,4 % des prises de la pêche industrielle.

Les captures de la pêche artisanale sont réalisées dans la zone du 3PS, à l'intérieur des eaux sous juridiction française et canadienne. Chaque saison commence le 1^{er} avril et s'achève fin novembre. La pêche

industrielle prend alors le relais. L'activité des pêcheurs est conditionnée par des quotas internationaux et nationaux. Lors de la réunion de mars 2008 du Conseil consultatif des pêches franco-canadien, le TAC de morue, fixé à 13 000 tonnes en 2007, avait été maintenu pour la saison 2008/2009. L'archipel était autorisé à exploiter 15,6 % du TAC soit 2 028 tonnes dont 608,4 tonnes pour la pêche artisanale.

La progression des captures de la **pêche artisanale**, qui s'établissent à 1 938 tonnes, s'explique par l'intensification de la pêche des poissons plats (raie et limande) dont les prises ont atteint 1 136 tonnes en 2008 contre 750 tonnes l'année précédente. Ainsi, les quantités de morue pêchées par la flotte artisanale fléchissent de 10,2 % et ne représentent que 468 tonnes soit 24,1 % des prises totales (30,7 % en 2007). Toutefois, la morue demeure l'espèce incontournable du secteur dans la mesure où elle représente 95 % des prises totales de la **pêche industrielle** (1 610 tonnes en 2008/2009). La part des quotas revenant à la pêche industrielle est essentiellement capturée par un navire canadien, le Cap Fortune (affrété par l'usine locale de transformation, la société Interpêche).

Ralentissement de la consommation des ménages



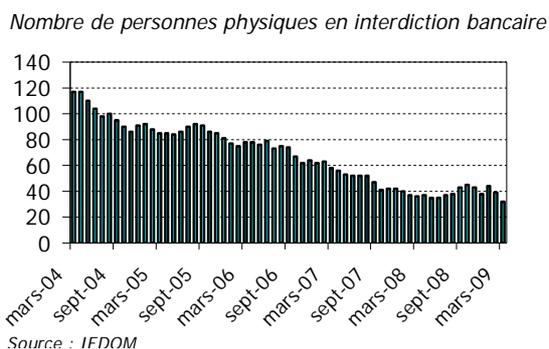
Source : IEDOM

Au premier trimestre 2009, en dépit de la hausse des crédits à la consommation octroyés par les établissements de crédit locaux (+ 9,8 %), **la consommation des ménages** est pénalisée par le renchérissement des denrées alimentaires. Ainsi, les quantités importées de produits alimentaires (1 571 tonnes) ont fléchi de 36,6 % sur le trimestre et de 19,3 % sur un an. Leurs évolutions en valeur sont relativement moins marquées (- 21,9 % sur le trimestre et - 5,4 % sur un an). Les importations de produits manufacturés enregistrent la même tendance : - 2,9 % en valeur sur un an et - 9,3 % en tonnes.

Les ménages ont également réduit leurs achats de véhicules neufs. Au premier trimestre, les services de la Préfecture ont immatriculé 44 nouveaux véhicules de particuliers, soit 17 de moins qu'au 4^{ème} trimestre 2008 (mais un de plus sur un an).

Les indicateurs d'investissement des ménages enregistrent une baisse saisonnière : la distribution de crédits à l'habitat (58,467 millions d'euros), structurellement moins dynamique en début d'année, est en repli de 1,1 % sur le premier trimestre mais en progression de 3,1 % sur un an.

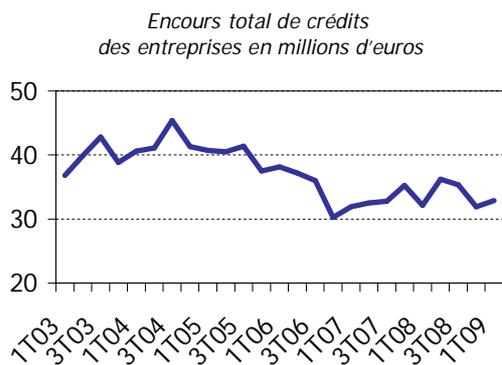
Par ailleurs, 15 permis de construire (6 permis de résidences principales, secondaires et extensions et 9 de surélévations, tambours, garages et autres) ont été délivrés, en repli de 34,8 % par rapport au trimestre précédent mais stable sur un an.



Source : IFDOM

Les **indicateurs de vulnérabilité** des ménages demeurent favorables. Le nombre d'incidents de paiement sur chèque a considérablement diminué, passant de 101 à 26 au cours du trimestre. Depuis janvier 2008, aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement. A fin mars, seules 32 personnes physiques étaient en interdiction bancaire, (contre 38 à fin décembre 2008). Enfin, les décisions de retrait de cartes bancaires, qui avaient atteint un niveau très bas au 4^{ème} trimestre 2008 (soit 2 retraits), ont légèrement augmenté au cours du premier trimestre (11 retraits).

Stabilité de la situation financière des entreprises



Globalement, le niveau des **concours financiers aux entreprises** demeure stable.

A fin mars 2009, l'encours total sain des crédits consentis par l'ensemble des établissements de crédit (32,906 millions d'euros) est en hausse de 3,2 % par rapport au précédent trimestre et de 2,4 % sur un an, progression impulsée par la croissance des encours des établissements de crédit de la zone (+ 3,6 % sur le trimestre et + 3,2 % sur un an).

La solidité financière des entreprises demeure satisfaisante : depuis juillet 2008, l'archipel ne compte que 4 personnes morales en interdiction bancaire.

Annexes statistiques

Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin trimestriel de conjoncture :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (Services déconcentrés de l'Etat, etc.) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages, etc.) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.

Les indicateurs quantitatifs sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries sont présentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant alors effectué à l'aide de moyennes mobiles. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

À partir du bulletin trimestriel de conjoncture N° 122, il y a eu une modification dans l'agrégation des crédits. Les informations relatives aux entreprises individuelles ont été ventilées entre les ménages et les entreprises :

- pour les comptes ordinaires débiteurs et les crédits à l'habitat, elles ont été rattachées aux ménages,
- pour les autres crédits, elles ont été prises en compte au titre de l'activité économique et, donc, classées avec les entreprises.

Dès lors, les séries relatives aux crédits ne sont plus dans la continuité des précédents numéros.

* * *

1. Les secteurs d'activités

1.1 La pêche artisanale	p.14
1.2 La pêche industrielle	p.14
1.3 Les autres industries	p.14
1.4 Le trafic aéroportuaire	p.15
1.5 Le trafic portuaire	p.15
1.6 Le tourisme	p.16

2. Les entreprises

2.1 L'investissement	p.18
2.2 Les conditions de financement	p.18
2.3 Les indicateurs de vulnérabilité	p.18

3. Les ménages

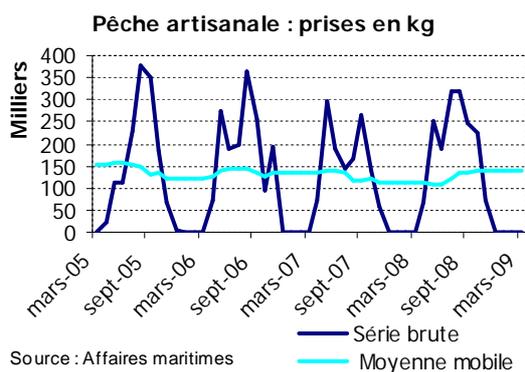
3.1 L'évolution de la consommation	p.20
3.2 Le financement de la consommation	p.20
3.3 L'investissement immobilier	p.20
3.4 La vulnérabilité de la trésorerie	p.21

4. Sélection d'indicateurs macro-économiques

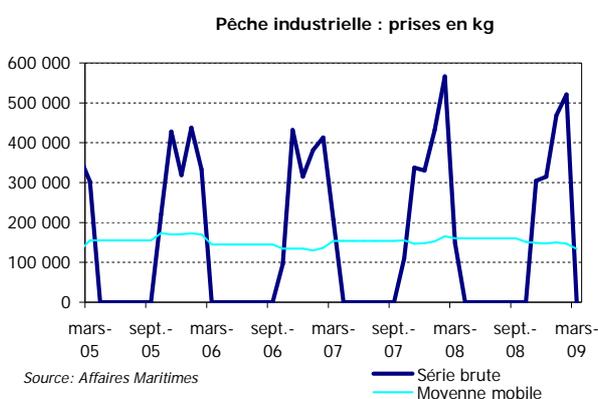
4.1 Marché de l'emploi, RMI	p.23
4.2 Indice des prix à la consommation	p.23
4.3 Salaires	p.23
4.4 Commerce extérieur	p.24
4.5 Energie	p.24

I. Les secteurs d'activité

1.1 La pêche artisanale

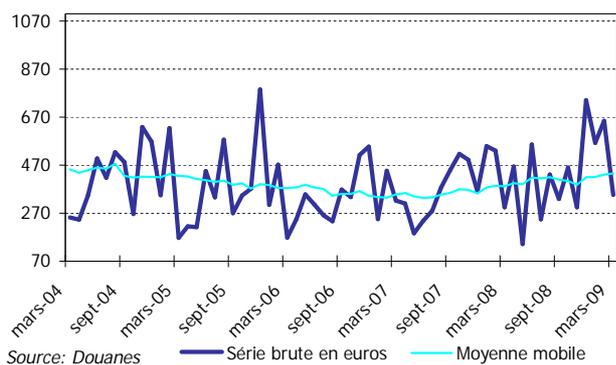


1.2 La pêche industrielle

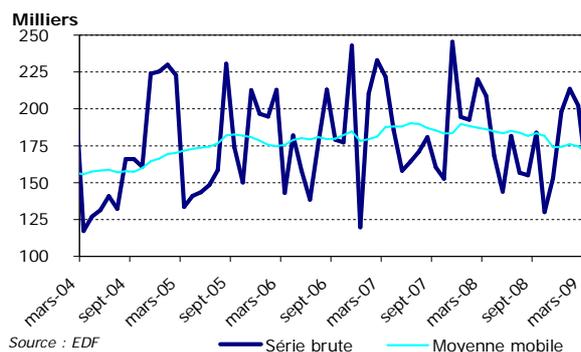


1.3 Les autres industries

Importations de produits bruts
(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



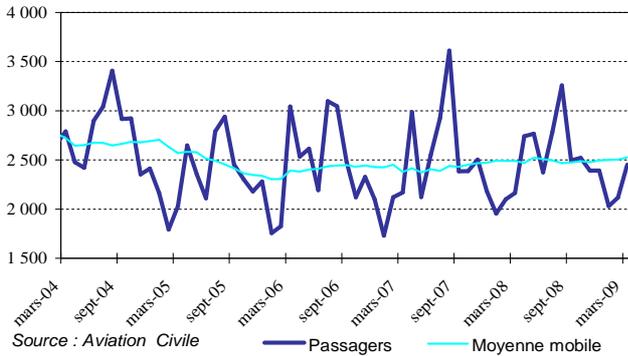
Electricité livrée aux industries
(données mensuelles en KWh)



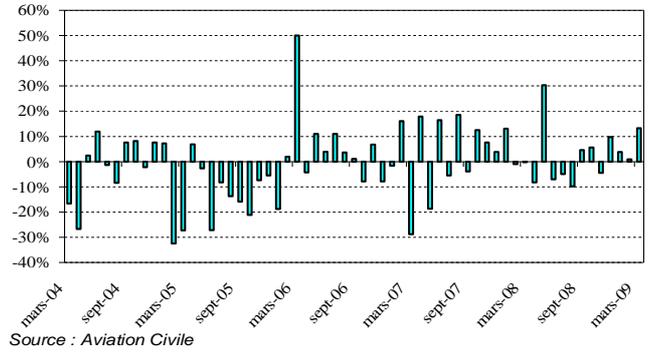
1.4 Le trafic aérien

Trafic de passagers à l'aéroport de Saint-Pierre-Pointe Blanche

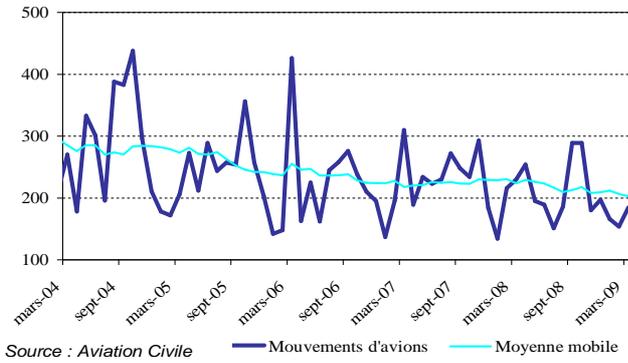
Données mensuelles brutes



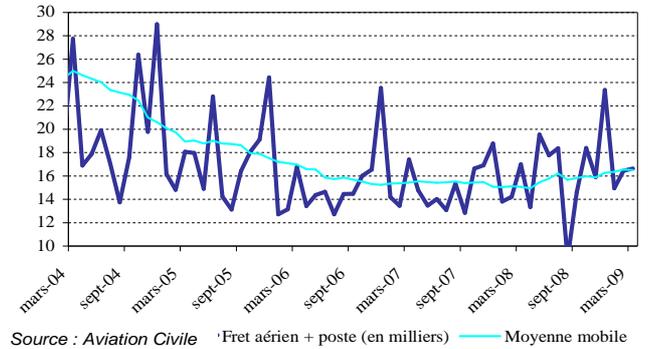
Variations mensuelles brutes en glissement annuel



Mouvements d'avions à l'aéroport de Saint-Pierre-Pointe Blanche (données mensuelles brutes)



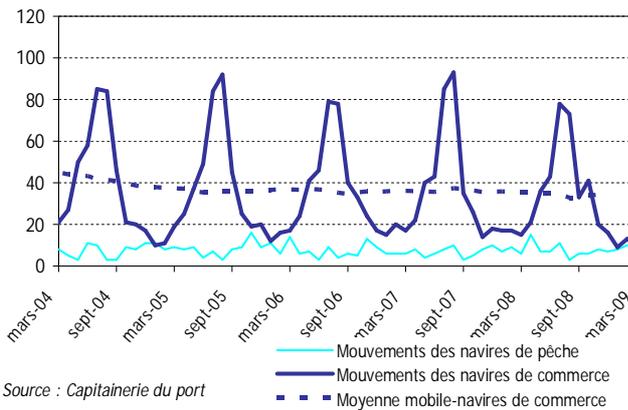
Fret et envois postaux (données mensuelles brutes en tonnes)



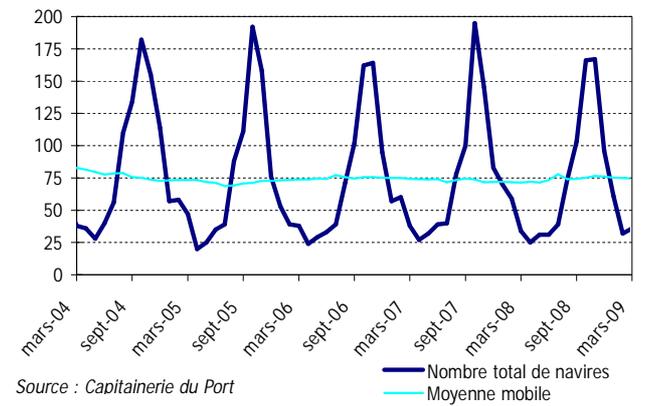
1.5 Le trafic portuaire

Mouvements de navires

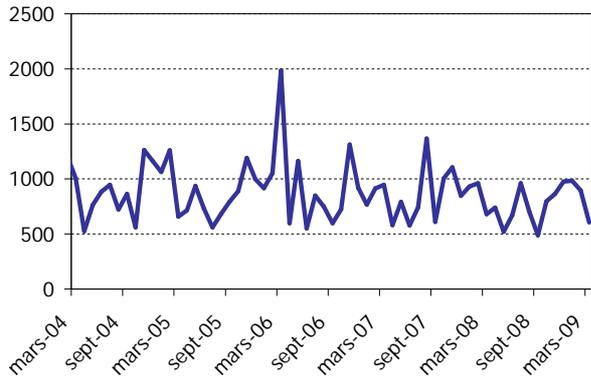
Données mensuelles brutes



Nombre total des mouvements de navires

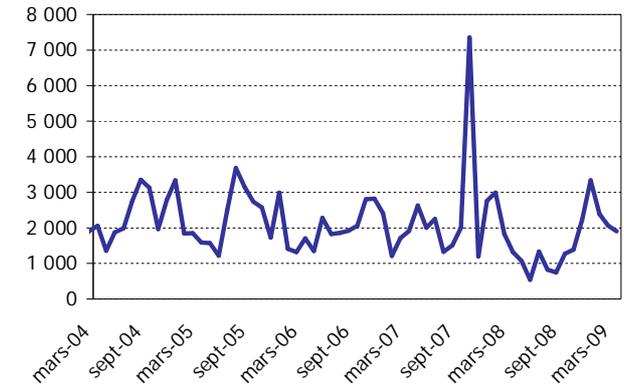


Nombre d'heures de travail des dockers
(données mensuelles brutes)



Source : Capitainerie du port

Fret
Hors produits pétroliers
(données mensuelles brutes en tonnes)

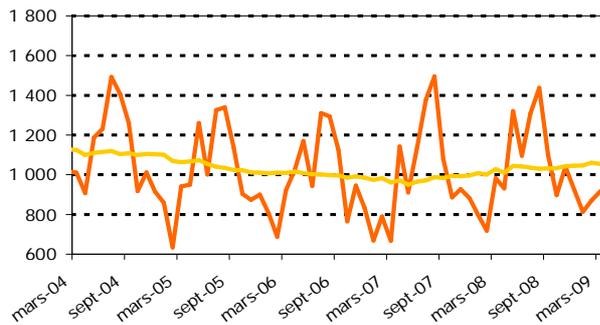


Source : Capitainerie du port

1.6 Le tourisme

Passagers entrés dans l'archipel

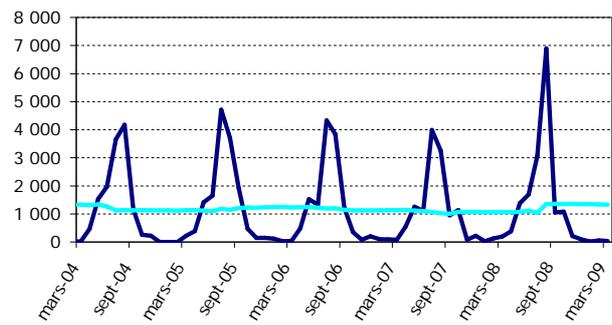
Données mensuelles brutes



Source: Police aux frontières

— Trafic aérien total
— Moyenne mobile

Données mensuelles brutes



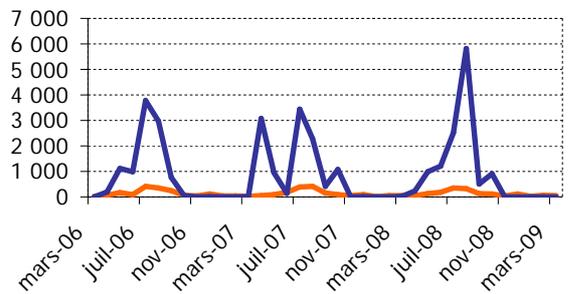
Source: Police aux frontières

— Trafic maritime total
— Moyenne mobile

Passagers non résidents entrés dans l'archipel

Données mensuelles brutes

Trafic touristique

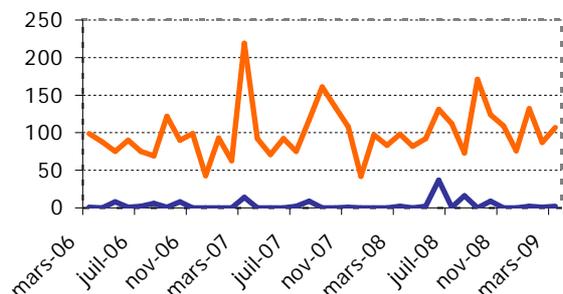


Source : Police aux frontières

— Trafic aérien touristique
— Trafic maritime touristique

Données mensuelles brutes

Trafic affairiste



Source : Police aux frontières

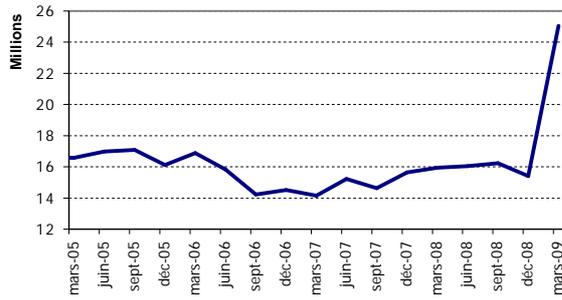
— Trafic aérien affaire
— Trafic maritime affaire

II. Les entreprises

2.1 L'investissement

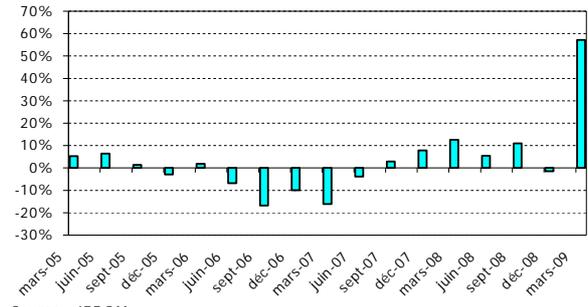
Encours totaux des crédits à l'équipement

Données trimestrielles brutes en millions d'euros



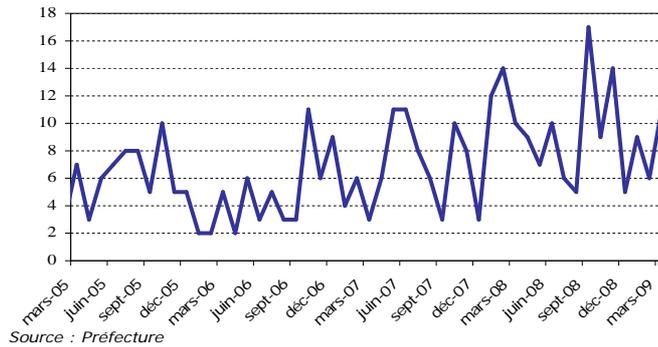
Source : IEDOM

Variations trimestrielles brutes en glissement annuel



Source : IEDOM

Nombre de véhicules utilitaires immatriculés (données mensuelles brutes)



Source : Préfecture

2.2 Les conditions de financement

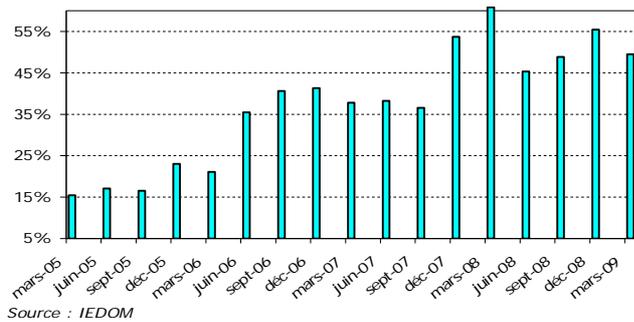
Encours total des crédits d'exploitation (données trimestrielles brutes en milliers d'euros)



Source : IEDOM

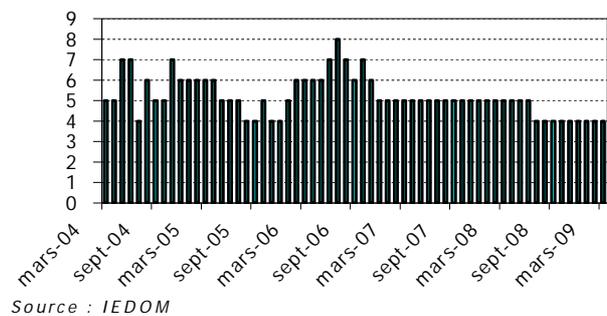
2.3 Les indicateurs de vulnérabilité

Créances douteuses brutes / total des crédits (données trimestrielles brutes)



Source : IEDOM

Personnes morales interdites bancaires (données mensuelles brutes)



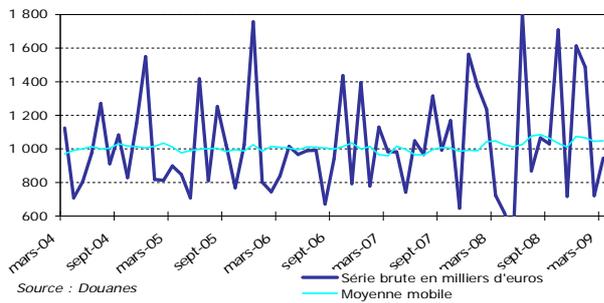
Source : IEDOM

N. B. : Depuis le premier trimestre 2005, les comptes ordinaires débiteurs et les crédits à l'habitat des entrepreneurs individuels sont rattachés aux ménages et n'entrent donc plus en compte dans le calcul de l'encours des entreprises. Les autres types de crédits des entreprises individuelles (équipement, trésorerie...) demeurent classés avec ceux des entreprises.

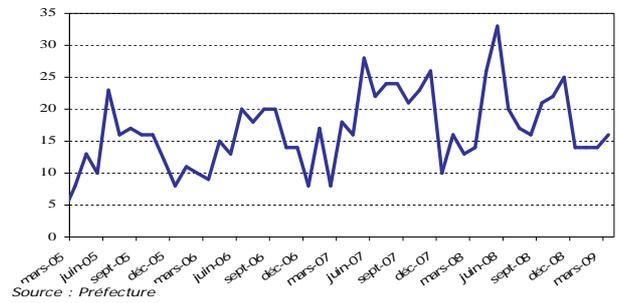
III. Les ménages

3.1 L'évolution de la consommation

Importations de produits alimentaires
(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



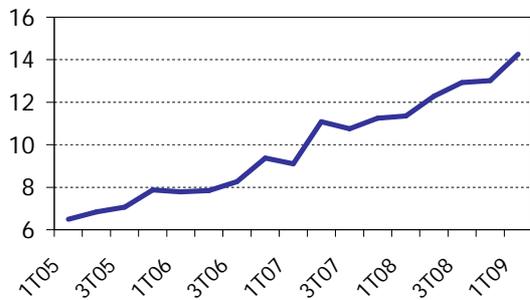
Nombre d'immatriculations de véhicules de particuliers
(données mensuelles brutes)



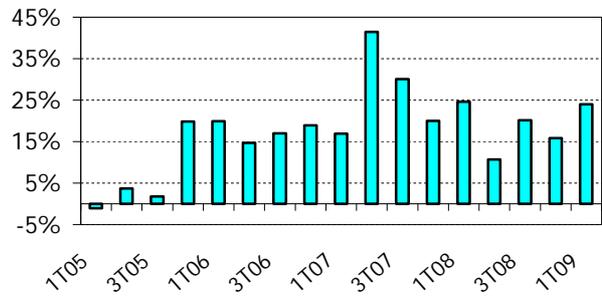
3.2 Le financement de la consommation

Encours totaux des crédits à la consommation

Données trimestrielles brutes en millions d'euros



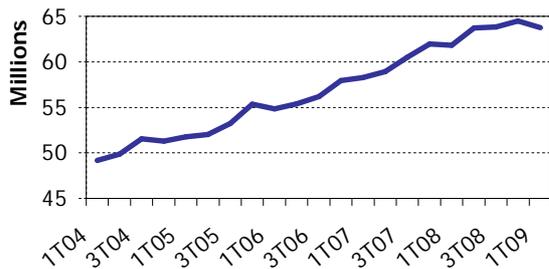
Variations trimestrielles en glissement annuel



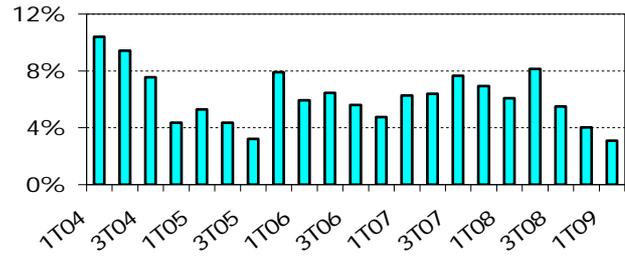
3.3 L'investissement immobilier

Encours totaux des crédits à l'habitat

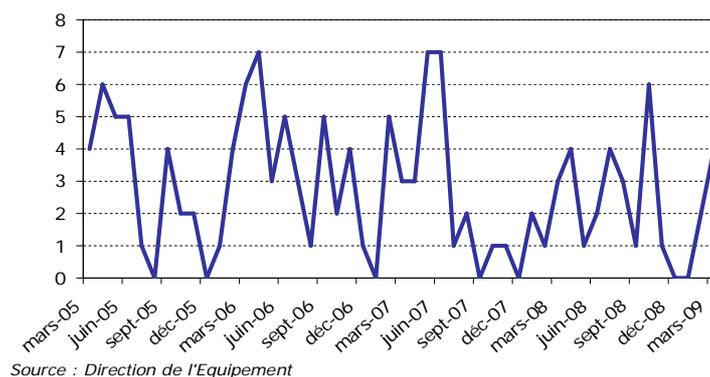
Données trimestrielles brutes en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

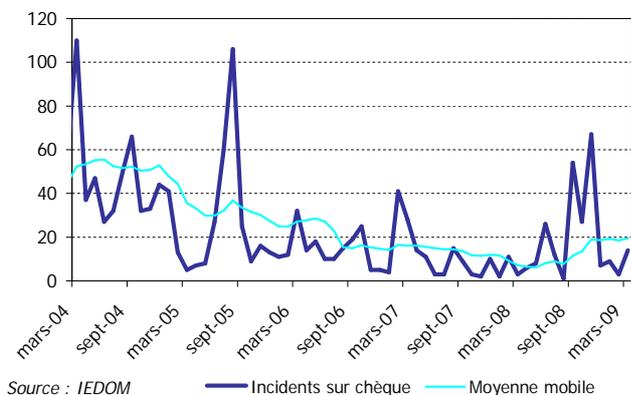


Nombre de permis de construire accordés (résidences principales, secondaires et extensions)
(données mensuelles brutes)

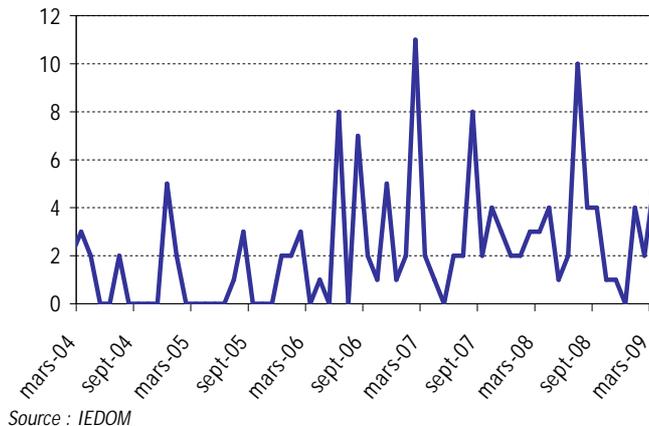


3.4 La vulnérabilité de la trésorerie

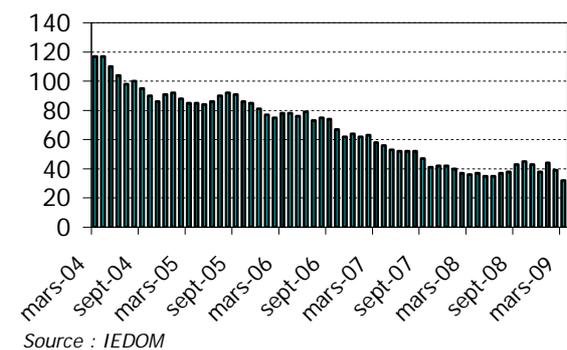
Incidents de paiement sur chèques
(données mensuelles brutes)



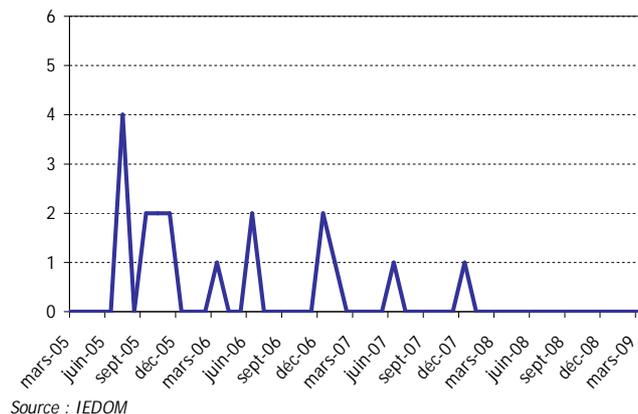
Décisions de retrait de cartes bancaires
(données mensuelles brutes)



Personnes physiques interdites bancaires
(données mensuelles brutes)



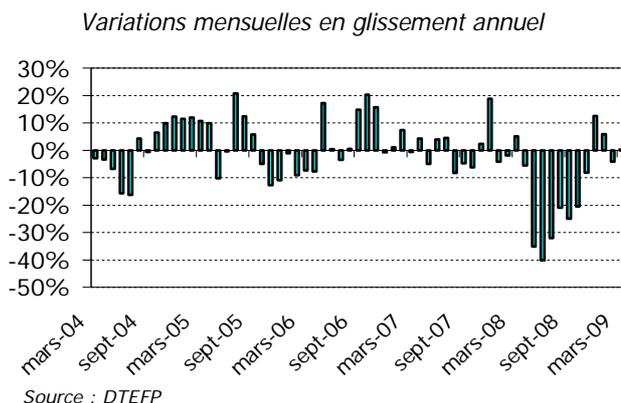
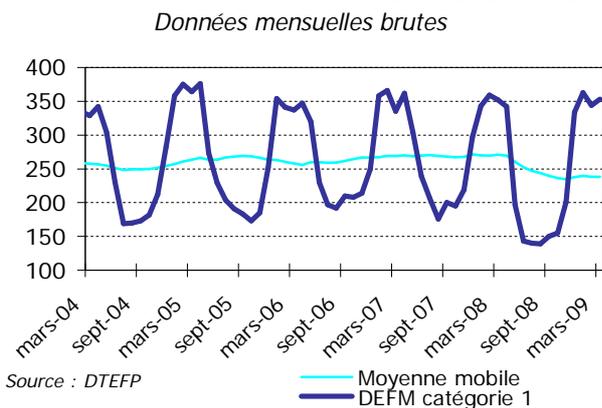
Déclarations de surendettement déposées auprès de la Commission
(données mensuelles brutes)



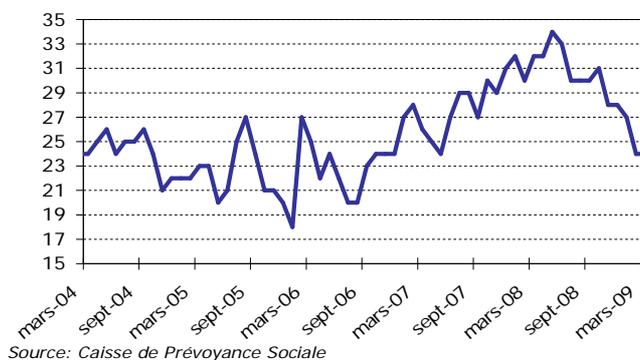
IV. Sélection d'indicateurs macro-économiques

4.1 Marché de l'emploi, RMI

Demandeurs d'emploi en fin de mois

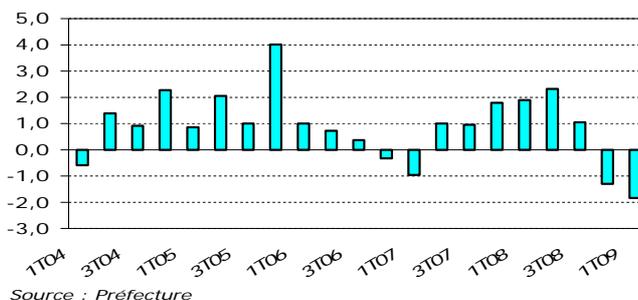


Nombre d'allocataires du RMI (données mensuelles brutes)



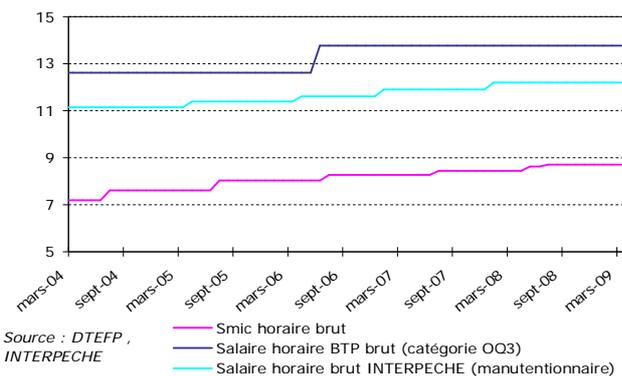
4.2 Indice des prix à la consommation

Variation trimestrielle de l'indice des prix à la consommation (en %)

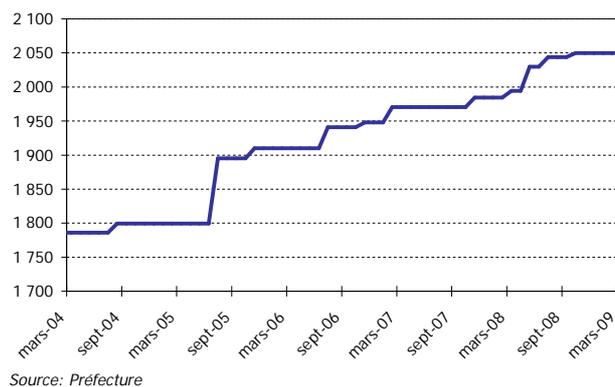


4.3 Salaires

SMIC, salaire BTP et INTERPECHÉ (en euros)



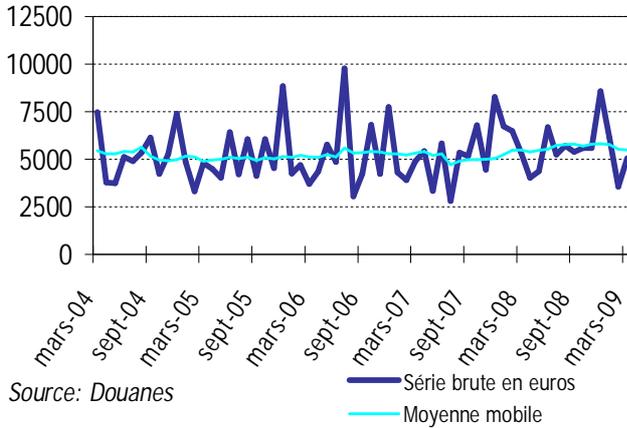
Traitement mensuel minimum net de la fonction publique (en euros)



4.4 Commerce extérieur

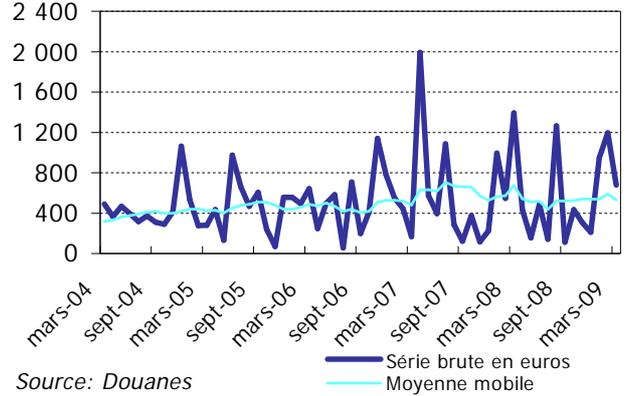
Importations

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



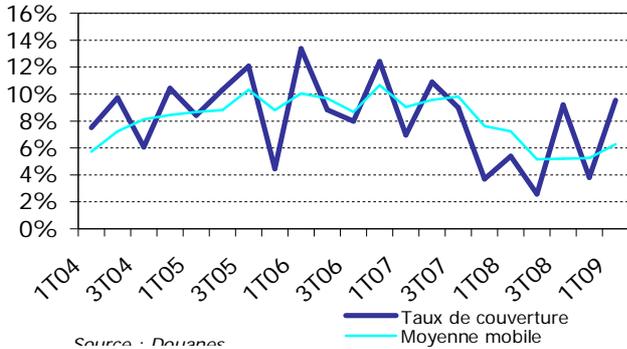
Exportations

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



Taux de couverture

(données trimestrielles brutes)



Cours de la devise canadienne

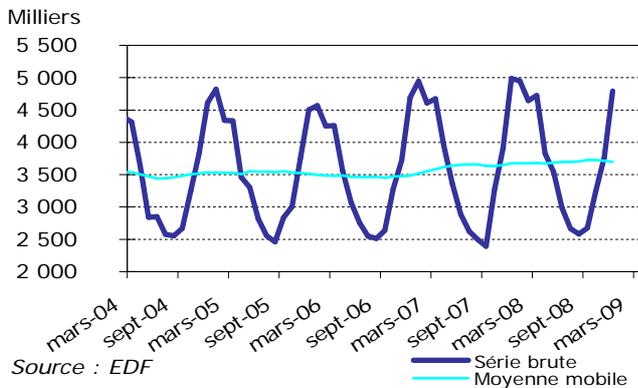
(en euros)



4.5 Energie

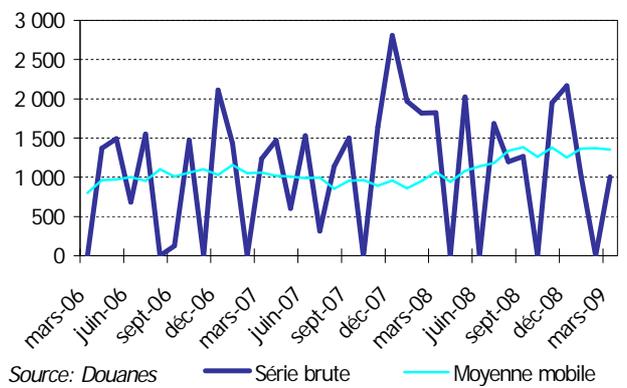
Electricité livrée au réseau

(données mensuelles brutes en kWh)



Importations de produits pétroliers

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



Marché du travail, emploi, RMI

Indicateurs de chômage	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	mar-09/déc-08	mar-09/mars-08
Demandeurs d'emploi en catégorie 1 enregistrés en fin de mois	454	411	410	428	334	363	344	353	5,7%	-17,5%
Chômeurs indemnisés	353	330	340	329	186	336	352	349	87,6%	6,1%

Source : DTEFP

Demandes et offres d'emploi	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	Cumul 09	mar-09/déc-08	S09 / S08*
Demandes d'emploi enregistrées au cours du mois toutes catégories	40	37	26	33	132	61	32	45	138	-65,9%	-79,3%
Offres d'emploi enregistrées au cours du mois en catégorie 1	3	5	7	1	1	4	1	2	7	100,0%	-89,1%

Source : DTEFP

Revenu Minimum d'Insertion	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	mar-09/déc-08	mar-09/mars-08
Allocataires en fin de mois	23	25	26	32	28	27	24	24	-14,3%	-25,0%

Source : CPS

Indice des prix à la consommation

Indice des prix	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	mar-09/déc-08	mar-09/mars-08
Indice trimestriel des prix à la consommation Base 100 : déc 2002	107,1	115,95	115,7	122,36	125,27	126,59	124,95	122,65	-1,8%	0,2%

Source : Préfecture

Commerce extérieur (en valeur)

Commerce extérieur	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	Cumul 09	1T09/4T08	S09 / S08*
Importations totales (en milliers d'euros)	4 791	3 697	4 908	5 338	8 587	6 144	3 553	5 065	14 762	-25,3%	-20,3%
Exportations totales (en milliers d'euros)	280	643	167	1 393	210	949	1 195	678	2 822	197,1%	-3,9%

Source : Douanes

Energie

Energie	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	Cumul 09	mar-09/déc-08	S09 / S08*
Energie électrique livrée au réseau (données brutes, en millions de kWh)	4,33	4,26	4,67	4,72	4,79	5,37	4,65	4,80	14,82	0,2%	3,5%
Importations de produits pétroliers (en tonnes)	2 560	0	2 769	2 798	5 390	2 667	0	2 848	5 515	-47,2%	-38,7%

Source : EDF, douanes

* Σ 08/Σ 07

Investissement des entreprises et vulnérabilité des paiements

Immatriculat. véhicules utilitaires	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	Cumul 09	mar-09/déc-08	S09 / S08*
Véhicules utilitaires neufs immatriculés	7	5	3	10	5	9	6	11	26	120,0%	-27,8%

Source : Préfecture

Financement	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	4T08/4T07
Encours totaux crédits équipement entreprises (millions euros)	16,596	16,112	14,51	15,64	15,942	16,043	16,237	15,412	-5,1%	-1,5%

Source : IEDOM. Les données de ce tableau sont en cours de révision ; elles n'ont pas été mises à jour au premier trimestre 2009.

Interdictions bancaires	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	mar-09/déc-08	mar-09/mar-08
Personnes morales inscrites au FCC	6	6	5	5	4	4	4	4	0,0%	-20,0%

Source : IEDOM

Consommation et vulnérabilité des ménages

Immatriculat. véhicules	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	Cumul 09	mar-09/déc-08	S09 / S08*
Véhicules de particuliers neufs immatriculés	8	9	18	14	14	14	14	16	44	14,3%	2,3%

Source : Préfecture

Financement	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/3T08	4T08/4T07
Encours totaux crédits à la consommation (millions euros)	6,568	7,874	9,367	11,241	11,352	12,276	12,921	13,021	0,8%	15,8%
Encours totaux crédits habitat (millions euros)	51,275	55,335	57,961	61,978	61,808	63,719	63,842	64,476	1,0%	4,0%

Source : IEDOM. Les données de ce tableau sont en cours de révision ; elles n'ont pas été mises à jour au premier trimestre 2009.

Interdictions bancaires et retraits de CB	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	mar-09/déc-08	mar-09/mar-08
Personnes physiques inscrites au FCC	85	78	58	36	38	44	39	32	-15,8%	-11,1%
Retrait de cartes bancaires	0	0	2	3	0	4	2	5	-	66,7%

Source : IEDOM

Surendettement	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	Cumul 09	mar-09/déc-08	S09 / S08*
Dossiers déposés auprès secrétariat Commission de surendettement	0	1	0	0	0	0	0	0	0	-	-

Source : IEDOM

* Σ 08/Σ 07

Salaires, revenus, coût de la main d'oeuvre

Salaires	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	déc-08	janv-09	févr-09	mars-09	mars-09/déc-08	mars-09/mars-08
SMIC horaire brut	7,61	8,03	8,27	8,44	8,71	8,71	8,71	8,71	0,0%	3,2%
Salaire horaire brut BTP	12,62	12,62	13,77	13,77	13,77	13,77	13,77	13,77	0,0%	0,0%
Salaire horaire brut manufacturier Interpêche	11,15	11,39	11,9	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	0,0%	0,0%

Sources : JO, DTEFP, Interpêche

Sélection d'indicateurs sectoriels

Secteur primaire

Pêche	mars05	mars06	mars07	mars08	déc08	janv09	févr09	mars09	Cumul 09	mar-09/déc-08	S09/S08*
Pêche industrielle (en k)	302 494	0	206 752	148 554	315 157	468 785	521 435	0	1 609 884	-	-16,4%
Pêche artisanale (en kg de produit brut)	0	0	92	0	0	0	0	0	0	-	-

Source : Affaires maritimes

Tourisme

Trafic de passagers	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 09	1T09/4T08	S09/S08*
Trafic aérien (passagers entrés dans l'aéroport)	2 435	2 417	2 126	2 499	3 349	3 844	2 862	2 601	2 601	-9,1%	4,1%
Trafic maritime (passagers entrés dans l'aéroport)	226	187	275	347	3 451	11 006	1 388	113	113	-91,9%	-67,4%
Trafic touristique aérien	-	103	100	117	371	817	266	145	145	-45,5%	23,9%
Trafic touristique maritime	-	5	12	27	2 433	8 839	913	4	4	-99,6%	-85,2%
Trafic affairiste aérien	-	333	375	278	305	356	309	326	326	5,5%	17,3%
Trafic affairiste maritime	-	1	14	2	39	17	9	5	5	-44,4%	100,0%

Source : Police aux frontières

Trafic aéroportuaire et portuaire

Trafic aéroportuaire	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 09	1T09/4T08	S09/S08*
Passagers (entrées et sorties aéroport)	5 985	6 627	6 018	6 219	7 882	8 537	7 307	6 598	6 598	-9,7%	6,09%
Mouvements d'avions à l'aéroport	556	716	643	580	638	626	666	505	505	-24,2%	-12,93%
Fret et envois postaux (tonnes)	49,06	42,65	45,07	45,02	50,66	41,87	57,67	48,04	48,04	-16,7%	6,71%

Source : Aviation civile

Trafic portuaire	1T05	1T06	1T07	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	Cumul 09	1T09/4T08	S09/S08*
Mouvements de navires	86	98	87	83	239	441	149	66	66	-55,7%	-20,5%
Nombre heures de travail des dockers	2 979	3 950	2 626	2 572	1 930	2 152	2 637	2 484	2 484	-5,8%	-3,4%
Fret (tonnes)	5 279	4 425	4 839	6 138	2 942	2 837	6 946	6 366	6 366	-8,4%	3,7%

Source : Capitainerie du Port

* Σ 08/Σ 07

Ont participé à la rédaction de ce Bulletin économique :

Hélène DESNOS
Vincent REMY-NERIS
Victor-Robert NUGENT

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Mai 2009 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site internet : www.iedom.fr